

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 inzake een bijzondere steun aan de varkenssector. Garantie van het Waalse Gewest op een bijzonder krediet voor bedrijfskapitaal.
Namen, 10 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 99 — 305

[C - 99/27056]

**21 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de la Région wallonne
à la Société wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 205;
Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement du 9 novembre 1998;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 novembre 1998;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 1998;
Vu le protocole n° 286 du Comité de secteur n° XVI, établi le 4 décembre 1998;
Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le Code wallon du Logement qui transfère les aides aux organismes publics et privés de la Région wallonne à la Société wallonne du Logement lorsque ces aides sont demandées par les sociétés de logement de service public entre en vigueur le 1^{er} mars 1999 et que, partant, le transfert des fonctionnaires doit être effectif à cette date en vue d'assurer la continuité du service;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° membres du personnel : les fonctionnaires, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail, à l'exception des agents bénéficiaires d'un contrat de remplacement, membres du personnel de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

2° Ministres : le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions et le Ministre chargé du Logement;

3° secrétaire général : le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne;

4° Société : la Société wallonne du Logement.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats.

Les membres du personnel engagés par contrat de travail sont censés être titulaires du grade correspondant à l'emploi pour lequel chacun d'eux a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. Les membres du personnel sont invités individuellement à poser leur candidature, par écrit, dans les dix jours ouvrables à dater du jour du dépôt du pli recommandé au domicile de l'agent, à un transfert à la Société, sur un des emplois énumérés dans l'ordre de service, conformément aux dispositions fixées à l'article 3.

Les candidatures sont accompagnées d'un curriculum vitae.

Les candidats adressent directement leur demande au secrétaire général qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique.

Le secrétaire général transmet les demandes aux Ministres.

Art. 3. Les membres du personnel qui ont déposé leur candidature à un transfert à la Société sont répartis en deux groupes : un premier groupe reprenant les membres du personnel de la Direction des subventions aux organismes publics et privés et un deuxième groupe reprenant les autres membres du personnel de la Direction générale.

Les membres du premier groupe bénéficient de la priorité pour le transfert. En cas d'insuffisance d'agents du premier groupe pour occuper un emploi visé, les membres du personnel du deuxième groupe sont transférés à la Société pour autant que leur transfert ne porte pas atteinte à l'intérêt du service.

Dans chacun des groupes, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° les fonctionnaires;

2° les stagiaires;

3° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 3, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent définitif.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent définitif, comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit, et sans interruption volontaire, fait partie du personnel comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Art. 4. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations, ni des transferts au sens des articles 23 à 26 et 36 à 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut des fonctionnaires de la Région.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leurs anciennetés administratives et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice du § 2, ils conservent les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient auparavant.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent à la Société.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel transféré est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire. S'il est à nouveau chargé au sein de la Société, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée, il y poursuit l'exercice de la fonction supérieure.

§ 3. Les fonctionnaires transférés conservent l'évaluation qu'ils possédaient au moment du transfert.

Si, à la date de son transfert, un membre du personnel a introduit une demande en révision de son évaluation, la procédure est poursuivie au sein du Ministère de la Région wallonne.

§ 4. Les membres du personnel conservent à la Société les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé antérieurement à leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à la Société.

Les lauréats de concours différents dont les procès-verbaux ont été clos à la même date sont classés entre eux selon leur ancienneté de service, priorité étant donnée au lauréat le plus ancien.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que le membre du personnel remplisse avant son transfert à la Société, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le § 4 est applicable à un lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

—————
ÜBERSETZUNG

D. 99 — 305

[C - 99/27056]

21. JANUAR 1999. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Modalitäten für die Übernahme von Personalmitgliedern der Wallonischen Region in die «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 205;

Aufgrund des am 9. November 1998 abgegebenen Gutachtens der «Société régionale wallonne du Logement»;

Aufgrund des am 18. November 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. November 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 4. Dezember 1998 aufgestellten Protokolls Nr. 286 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 15. Dezember 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund der Dringlichkeit, dadurch begründet, daß das Wallonische Wohngesetzbuch, kraft dessen die Beihilfen an die öffentlichen und privaten Einrichtungen der Wallonischen Region an die «Société wallonne du Logement» übertragen werden, wenn diese Beihilfen von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes beantragt werden, am 1. März 1999 in Kraft tritt, und daß die Übernahme der Beamten in die «Société wallonne du Logement» infolgedessen an diesem Datum effektiv sein muß, damit die Kontinuität des Dienstes gewährleistet wird;

Aufgrund des im Rahmen des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 22. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes und des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Personalmitglieder: die Beamten, die auf Probezeit angestellten Beamten und die aufgrund eines Arbeitsvertrags angestellten Personalmitglieder, die Mitglieder des Personals der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region sind, mit Ausnahme der aufgrund eines Vertretungsvertrags beschäftigten Bediensteten;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, und der mit dem Wohnungswesen beauftragte Minister;

3° Generalsekretär: der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Gesellschaft: die «Société wallonne du Logement».

§ 2. Für die Anwendung des § 1 werden die auf Probezeit angestellten Beamten als Inhaber des Dienstgrades betrachtet, um welchen sie sich beworben haben.

Die aufgrund eines Arbeitsvertrags angestellten Personalmitglieder gelten als Inhaber des Dienstgrades, der der Stelle entspricht, für die jeder von ihnen angestellt worden ist. Mangels einer diesbezüglichen Angabe im Vertrag gelten sie als Inhaber des Dienstgrades, mit dem die Gehaltstabelle, nach der ihre Entlohnung bestimmt worden ist, verbunden ist.

Art. 2 - Die Personalmitglieder werden persönlich ersucht, ihre schriftliche Bewerbung gemäß den in Artikel 3 festgelegten Bestimmungen innerhalb zehn Werktagen ab dem Tag, an dem der Einschreibebrief an ihrem Wohnsitz abgegeben worden ist, einzureichen, wenn sie ihre Übernahme durch die Gesellschaft in eine der in der Dienstanzweisung angeführten Stellen beantragen möchten.

Den Bewerbungen wird ein Lebenslauf beigefügt.

Die Bewerber richten ihren Antrag unmittelbar an den Generalsekretär, der dessen Empfang bestätigt; sie übermitteln ihrem hierarchischen Vorgesetzten eine Abschrift ihres Antrags.

Der Generalsekretär leitet die Anträge an die Minister weiter.

Art. 3 - Die Personalmitglieder, die ihre Übernahme in die Gesellschaft beantragt haben, werden in zwei Gruppen verteilt: eine erste Gruppe mit den Personalmitgliedern der Direktion der Subventionen an öffentliche und private Einrichtungen und eine zweite Gruppe mit den anderen Personalmitgliedern der Generaldirektion.

Den Mitgliedern der ersten Gruppe wird der Vorrang für die Übernahme gegeben. Wenn die Anzahl der Bediensteten der ersten Gruppe für die Besetzung einer bestimmten Stelle unzureichend ist, werden die Mitglieder der zweiten Gruppe in die Gesellschaft übernommen, sofern ihre Übernahme das Interesse des Dienstes nicht beeinträchtigt.

In jeder Gruppe werden die Personalmitglieder wie folgt verteilt:

1° die Beamten;

2° die Beamten auf Probe;

3° die aufgrund eines Arbeitsvertrags angestellten Personalmitglieder.

In jeder der in Absatz 3 erwähnten Gruppen werden die Personalmitglieder wie folgt verteilt:

1° das Personalmitglied mit dem höchsten Alter im Dienstgrad;

2° bei gleichem Alter im Dienstgrad, das Personalmitglied mit dem höchsten allgemeinen Dienstalter;

3° bei gleichem allgemeinem Dienstalter, das älteste Personalmitglied.

Das Kriterium des Alters im Dienstgrad findet keine Anwendung auf den Bediensteten, der kein endgültig ernannter Beamter ist.

Das allgemeine Dienstalter des Personalmitglieds, das kein endgültig ernannter Beamter ist, umfaßt den Zeitraum, in dem er in irgendeiner Eigenschaft und ohne freiwillige Unterbrechung als Inhaber eines Amtes mit vollen Leistungen dem Personal angehört hat.

Art. 4 - Die Übernahme in die Gesellschaft bildet weder eine neue Ernennung noch eine Transferierung im Sinne der Artikel 23 bis 26 und 36 bis 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region.

Art. 5 - § 1. Die übernommenen Personalmitglieder behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihr administratives Dienstalter und ihre geldliche Dienstalterstufe. Unbeschadet von § 2 behalten sie die Zulagen, Vergütungen oder Prämien und die anderen Vorteile, die sie vorher erhielten.

Sie behalten die mit einem Amt verbundenen Vorteile nur, wenn die Bedingungen zur Gewährung dieser Vorteile in der Gesellschaft weiter bestehen.

§ 2. Wenn ein übernommenes Personalmitglied mit der Ausübung einer höheren Funktion beauftragt ist, wird bei seiner Übernahme nur sein statutarischer Dienstgrad berücksichtigt. Ist er in der Gesellschaft am Tag seiner Übernahme und ohne Unterbrechung wieder mit der Ausübung der gleichen höheren Funktion wie derjenigen, die er bis dahin ausgeübt hat, beauftragt, so wird davon ausgegangen, daß er die höhere Funktion weiterhin ausübt.

§ 3. Die übernommenen Beamten behalten die Bewertung, die sie bei der Übernahme hatten.

Wenn ein Personalmitglied am Tag der Übernahme einen Antrag auf die Revision seiner Bewertung eingereicht hat, wird das Verfahren innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region weitergeführt.

§ 4. Die Personalmitglieder behalten in der Gesellschaft die Anrechte auf Beförderung, die sie durch die Absolvierung einer vor ihrer Übernahme organisierten Prüfung im Wettbewerbsverfahren zum Aufstieg in die höhere Stufe oder einer Prüfung zum Aufstieg in einen höheren Dienstgrad erhalten hatten.

Für ihre durch die Prüfungsergebnisse gegebene Rangordnung wird davon ausgegangen, daß diese Bewerber den Wettbewerb bzw. die Prüfung in der Gesellschaft abgelegt haben.

Die Laureaten verschiedener Wettbewerbe, deren Protokolle am selben Tag abgeschlossen worden sind, werden je nach ihrem Dienstalter geordnet, wobei dem Laureaten mit dem größten Dienstalter der Vorrang gegeben wird.

Wenn die Protokolle der Wettbewerbe an verschiedenen Tagen abgeschlossen worden sind, wird den Laureaten des Wettbewerbs, dessen Protokoll zuerst abgeschlossen worden ist, der Vorrang gegeben.

§ 5. Wenn das Personalmitglied vor seiner Übername in die Gesellschaft die Bedingungen für die Teilnahme an einem Wettbewerb für den Aufstieg in eine höhere Stufe oder an einer Prüfung für den Aufstieg in einen höheren Dienstgrad erfüllt, der bzw. die am Tag der Übername angekündigt worden ist, behält er das Recht, an diesem Wettbewerb bzw. an dieser Prüfung teilzunehmen, auch wenn er in Anwendung des vorliegenden Erlasses im Laufe der Prüfungszeit übernommen oder einer anderen Dienststelle zugewiesen wird.

Der § 4 findet auf den Laureaten eines in Absatz 1 erwähnten Wettbewerbs bzw. einer in Absatz 1 erwähnten Prüfung Anwendung.

Art. 6 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes und der Minister des Wohnungswesens werden, jeder in seinem Bereich, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 99 — 305

[C - 99/27056]

21 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van het Waalse Gewest overgeplaatst worden naar de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 205;

Gelet op het advies van de « Société wallonne du Logement » van 9 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 1998;

Gelet op het protocol nr. 286 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 4 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de omstandigheid dat de Waalse Huisvestingscode, waarbij de tegemoetkomingen bestemd voor de openbare en privé-instellingen van het Waalse Gewest overgedragen worden aan de « Société wallonne du Logement » als ze aangevraagd worden door de openbare huisvestingsmaatschappijen, op 1 maart 1999 in werking treedt en dat, omwille van de continuïteit van de dienst, de overplaatsing van de ambtenaren op die datum doorgevoerd moet zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 22 december 1998, krachtens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° Personeelsleden : de ambtenaren, stagiairs en personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst, met uitzondering van de ambtenaren aangeworven in het kader van een vervangingsovereenkomst, die lid zijn van het personeel van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° Ministers : de Minister die belast is met het bestuur en de Minister die belast is met de huisvesting;

3° Secretaris-generaal : de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Société » : de « Société wallonne du Logement ».

§ 2. Voor de toepassing van § 1, worden de stagiairs beschouwd als houder van de graad waarvoor ze kandidaat zijn.

De personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst worden geacht houder te zijn van de graad verbonden aan de betrekking waarvoor ieder aangeworven werd of, bij stilzwijgen van de overeenkomst over die betrekking, van de graad verbonden aan de weddeschaal die zijn bezoldiging bepaalt.

Art. 2. Elk personeelslid wordt individueel uitgenodigd om zich binnen tien werkdagen vanaf de dag waarop hij de aangetekende brief in zijn woonplaats heeft ontvangen schriftelijk kandidaat te stellen voor een overplaatsing naar de « Société » en te solliciteren naar één van de betrekkingen vermeld in de dienstregeling, overeenkomstig de in artikel 3 bedoelde bepalingen.

Bij de sollicitatiebrieven moet een curriculum vitae worden gevoegd.

De kandidaten richten hun aanvraag rechtstreeks aan de Secretaris-generaal die daar ontvangst van bericht; ze zenden een afschrift van hun aanvraag aan hun hiërarchische meerdere.

De Secretaris-generaal maakt de aanvragen aan de Ministers over.

Art. 3. De personeelsleden die zich kandidaat hebben gesteld voor een overplaatsing naar de « Société », worden in twee groepen verdeeld : een eerste groep met de personeelsleden van de Directie toelagen aan de openbare en privé-instellingen, en een tweede groep met de andere personeelsleden van het Directoraat-generaal.

Bij de overplaatsing wordt voorrang verleend aan de leden van de eerste groep. Als blijkt dat er te weinig personeelsleden uit de eerste groep een aanvraag hebben ingediend om een betrekking zoals bedoeld te bekleden, worden de personeelsleden van de tweede groep naar de « Société » overgeplaatst voor zover die overplaatsing het belang van de dienst niet in het gedrang brengt.

In beide groepen worden de personeelsleden verdeeld als volgt :

1° de ambtenaren;

2° de stagiairs;

3° de personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst.

In de groepen vermeld in het derde lid, worden de personeelsleden verdeeld als volgt :

1° het personeelslid met de hoogste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de hoogste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Het criterium van graadanciënniteit wordt niet toegepast op het personeelslid dat de hoedanigheid van vastbenoemd ambtenaar niet bezit.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat de hoedanigheid van vastbenoemd ambtenaar niet bezit, stemt overeen met de periode waarover hij, ongeacht zijn hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking, deel uitmaakt van het personeel en een betrekking met volledige dienstprestaties bekleedt.

Art. 4. Overplaatsingen zijn geen nieuwe benoemingen, noch overplaatsingen in de zin van de artikelen 23 tot en met 26 en 36 tot en met 39 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest.

Art. 5. § 1. De overgeplaatste personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, alsook hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd § 2, behouden ze de toelagen, vergoedingen of premies, alsook de andere voordelen die ze tevoren genoten.

De betrekkingverbonden voordelen blijven ze genieten zover de voorwaarden voor de toekenning ervan in de « Société » blijven bestaan.

§ 2. Als een overgeplaatst personeelslid een hogere functie waarneemt, wordt voor diens overplaatsing enkel zijn statutaire graad in aanmerking genomen. Als hij, vanaf zijn overplaatsing en zonder onderbreking, binnen de « Société » dezelfde hogere functie als degene die hij heeft uitgeoefend, opnieuw waarneemt, zet hij de uitoefening van die functie voort.

§ 3. De ambtenaren behouden de evaluatie die ze hadden bij de overplaatsing.

Als een personeelslid, op de datum van zijn overplaatsing, een aanvraag om herziening van zijn evaluatie heeft ingediend, wordt de procedure voortgezet binnen het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 4. De personeelsleden behouden in de « Société » de rechten op bevordering die ze hebben verworven door te slagen voor een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau of voor een examen voor verhoging in graad dat vóór hun overplaatsing heeft plaatsgevonden.

Voor hun rangschikking worden de laureaten geacht het vergelijkend examen of het examen in de « Société » te hebben afgelegd.

De laureaten van verschillende vergelijkende examens waarvan de processen-verbaal op dezelfde datum afgesloten werden, worden onderling gerangschikt naar gelang van hun dienstanciënniteit, waarbij voorrang verleend wordt aan de laureaat met de hoogste anciënniteit.

Als de processen-verbaal van de vergelijkende examens op verschillende datums afgesloten zijn, wordt voorrang verleend aan de laureaten van de vergelijkende examens waarvoor de processen-verbaal eerst werden afgesloten.

§ 5. Op voorwaarde dat het personeelslid vóór zijn overplaatsing naar de « Société » voldoet aan de voorwaarden om deel te nemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar een hoger niveau of aan een examen tot verhoging in graad dat aangekondigd werd op de datum van de overplaatsing, behoudt hij het recht om deel te nemen aan dat vergelijkend examen of examen, zelfs als hij in de loop van de periode waarin de proeven plaatsvinden overgeplaatst of aangesteld wordt krachtens voorliggend besluit.

Paragraaf 4 is van toepassing op de laureaat van een vergelijkend examen of examen bedoeld in het eerste lid.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Huisvesting zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX